

Bevington déclaration économie

le 20 septembre, 2012

Dennis Bevington (Western Arctic, NPD):

Monsieur le Président, une des clés de la réussite est de toujours pouvoir travailler et collaborer avec les autres.

En novembre, les premiers ministres des provinces et des territoires se réuniront à Halifax, au sommet économique national organisé par le Conseil de la fédération. Malheureusement, le premier ministre brillera par son absence.

Dans les régions du Nord, on est très préoccupé par l'accord de libre-échange proposé avec l'Europe, qui aurait une incidence sur les programmes gouvernementaux visant à faciliter le développement économique dans le Nord, par exemple la Politique d'encouragement aux entreprises des Territoires du Nord-Ouest, qui accorde un traitement préférentiel aux entreprises enregistrées dans les Territoires du Nord-Ouest pour les achats gouvernementaux de produits et de services. Cette politique s'applique à tous les contrats conclus directement par le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest.

En vertu de cette politique, le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest soutient la création et l'expansion d'entreprises concurrentielles sur lesquelles repose l'économie des Territoires du Nord-Ouest. Lorsqu'il achète des produits ou des services ou fait faire des travaux de construction, il accorde une compensation aux entreprises basées dans les Territoires du Nord-Ouest pour tenir compte des coûts élevés de l'exploitation d'une entreprise et de la fabrication de produits sur notre territoire. Cette politique, qui incite les entreprises basées dans les Territoires du Nord-Ouest à créer des emplois et à acquérir l'expérience et les compétences de gestion nécessaires, est conforme à tous les accords intergouvernementaux auxquels le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest doit adhérer.

C'est la dernière partie qui inquiète les habitants du Nord. Ils se demandent si l'accord de libre-échange avec l'Europe signerait la fin de la Politique d'encouragement aux entreprises.

Le premier ministre pourrait apaiser ces craintes s'il rencontrait les dirigeants du Nord et les premiers ministres provinciaux et faisait le nécessaire pour protéger cette politique essentielle.

On pourrait aussi discuter de la façon d'encourager le développement économique du Nord.

Quand on parle du développement économique du Nord, la notion de « bonne intendance » est d'une importance capitale. Les gens du Nord savent que le développement économique de leur région passe avant tout par l'exploitation des ressources naturelles. Nous savons que le gouvernement a comme stratégie d'exploiter les ressources naturelles du Nord aussi vite que possible sans se soucier des conséquences, comme les libéraux l'ont fait.

Il existe une meilleure méthode, qui suppose d'exploiter les ressources d'une manière durable, de prendre soin des ressources pour que l'exploitation puisse durer aussi longtemps que possible et permette de créer le plus d'emplois possible. Voilà comment les gens du Nord envisagent le développement. Nous regardons comment nous pourrions bénéficier du développement et comment nous pouvons bâtir notre société.

Une exploitation adéquate des ressources protège l'environnement. Les gens du Nord ont appris à leurs dépens qu'il est essentiel d'établir des normes et de les respecter pour se protéger des effets néfastes du développement. Si ces mesures ne sont pas en place, c'est la population qui écope et qui doit réparer les pots cassés. Il suffit de regarder la situation actuelle à la Giant Mines de Yellowknife où, quand l'évaluation environnementale sera terminée, le gouvernement fédéral devra assumer une facture d'environ un demi-milliard de dollars pour nettoyer le gâchis qui reste.

Le premier ministre pourrait aussi discuter avec les dirigeants du Nord de façons d'améliorer l'infrastructure publique. En plus d'aider le développement économique du Nord, cela améliorerait la qualité de vie des gens du Nord grâce à des réductions de coûts. À bien des égards, ce serait aussi la meilleure façon de renforcer la souveraineté dans l'Arctique.

Le premier ministre fait beaucoup de promesses aux gens du Nord, mais nous attendons toujours qu'il les concrétise. Prenons par exemple la promesse de construire un port à Iqaluit, qui ne date pas d'hier. Elle ne s'est toujours pas réalisée. On peut aussi penser à l'aéroport d'Iqaluit, qui aurait besoin de 400 millions de dollars de rénovations. Ces améliorations aux infrastructures sont essentielles au fonctionnement du Nunavut.

Parmi les autres infrastructures qui doivent vraiment être améliorées, mentionnons le logement. Le coût de construction de maisons neuves et saines qui respectent les normes du Sud du Canada a grimpé en flèche. La construction coûte très cher, et la vie dans ces maisons coûte aussi très cher. L'énergie coûte une fortune, et les services publics aussi. Dans les collectivités éloignées du Nord, ce sont inévitablement des camions qui assurent l'approvisionnement en eau et les services d'égout: des chargements arrivent, d'autres repartent.

Le premier ministre pourrait parler avec les dirigeants du Nord de façons de réduire le coût de la vie dans le Nord. Au lieu d'importer le mode de vie du Sud, nous devrions mettre en place un mode de vie nordique durable.

Concrètement, en ce qui concerne le coût de la vie dans le Nord, la durabilité peut s'appliquer aux réseaux d'approvisionnement, aux attitudes, aux matériaux, à l'économie locale et aux pratiques de consommation. Les outils sociaux servant à influencer la durabilité comprennent notamment un système intégral de fixation des prix, fondé sur une compréhension générale de tous les coûts comme l'éducation, la publicité, les mesures incitatives, les règlements et les politiques.

Il faut considérer la situation globale dans le Nord pour comprendre ce qui a échoué dans la tentative de recréer le mode de vie du Sud au nord du 60^e parallèle. Le coût du chauffage d'une maison ou d'une entreprise dans le Nord est un exemple. Dans la plupart des collectivités du Nord canadien, qui ne figurent pas sur le trajet d'un gazoduc et ne font pas partie d'un réseau électrique important, la dernière décennie a été un véritable enfer en ce qui concerne les coûts de chauffage.

Durant cette période, la majorité des Canadiens a profité des prix du gaz naturel, qui n'ont pas beaucoup changé par rapport au début de la décennie. Pendant ce temps, le coût du chauffage pour les maisons et les entreprises du Nord qui utilisaient du mazout importé a augmenté de 300 % ou 400 %. Compte tenu que, dans le Nord, le nombre de jours où il faut chauffer les maisons est deux fois plus élevé que dans le Sud, l'ampleur du problème devient évidente. Pour nous, le système ne fonctionne pas.

Parallèlement, pour générer de l'électricité, ces collectivités utilisent le même mazout que pour le chauffage. Dans les épiceries, le coût de fonctionnement des chambres froides et des congélateurs est 10 fois plus élevé qu'à Toronto ou à Ottawa. L'augmentation du coût de l'énergie s'ajoute au coût élevé de la nourriture qui est en vente dans les magasins. Comme partout dans le monde, la nourriture et l'énergie sont liées dans le Nord canadien, mais, dans notre cas, ça risque de devenir intenable.

Le transport des gens, des biens et de l'énergie est un autre secteur où la hausse des coûts causée par le prix élevé de l'énergie rend difficile l'adoption dans le Nord du mode de vie importé du Sud. Dans le Nord, les distances sont grandes et les routes, quand il y en a, sont en piètre état. Le transport aérien est caractérisé par de faibles volumes de voyageurs, de petits avions et des prix élevés. Ainsi, il en coûte parfois plus cher pour se déplacer entre Edmonton et Yellowknife que pour se rendre en Europe à partir de la capitale de l'Alberta. Le prix déjà élevé du pétrole utilisé pour chauffer les maisons, produire de l'électricité et faire rouler les voitures augmente encore plus lorsqu'on y ajoute les coûts importants du transport vers le Nord. Ces coûts de transport considérables ont également une forte incidence sur le prix des aliments, qui doivent être importés du Sud.

Comme on peut le constater, les sujets dont le premier ministre pourrait discuter en public avec les dirigeants des territoires et des provinces ne manquent pas. Bon nombre des problèmes avec lesquels doivent composer les provinces dont une partie du territoire se trouve dans les régions nordiques sont les mêmes que rencontrent les territoires du Nord. Nous devons discuter entre nous. Nous avons besoin de soutien pour trouver des solutions qui favorisent la durabilité pour remplacer les modes de vie subventionnés actuels, qui sont continuellement menacés.

Les provinces, les industries et les particuliers de partout au pays ont lancé un appel en vue de l'adoption d'une stratégie énergétique nationale. Ils affirment que nous devrions nous réunir pour discuter de ce sujet, prendre exemple sur d'autres pays et agir de façon sensée et rationnelle afin de définir notre vision d'un système énergétique pancanadien.

Pourquoi le premier ministre refuse-t-il de rencontrer les autres premiers ministres du pays alors que ceux-ci ont exprimé un tel désir pour faire avancer le dossier? Pourquoi refuse-t-il de discuter avec eux de cette question? Pourquoi se contente-t-il de s'en laver les mains?

Ce n'est pas ainsi que la fédération doit être dirigée. Le premier ministre doit travailler étroitement avec les autres dirigeants du pays. C'est ce que la motion d'aujourd'hui l'encourage à faire. Nous l'implorons de rencontrer ses homologues. Cette décision serait dans l'intérêt du Canada.

J'espère que le premier ministre suit attentivement le débat d'aujourd'hui, qu'il en réalisera l'importance et qu'il comprendra la raison pour laquelle le NPD a présenté cette motion.